



TOULOUSE MÉTROPOLE

# QUELS ENJEUX POUR LA MÉTROPOLE ?

2020-2030



# CO DEV

Conseil de développement  
TOULOUSE MÉTROPOLE

# SOMMAIRE





- 5 | **QUELLE MÉTROPOLE POUR DEMAIN ?**
- 6 | **POUR UNE MÉTROPOLE RÉGIONALE SOLIDAIRE  
ET COMPLÉMENTAIRE DE SES PÉRIPHÉRIES**
- 8 | **POUR UNE MÉTROPOLE RÉSILIENTE,  
CAPABLE DE S'ADAPTER À LA SURVENUE  
DE CRISES**
- 10 | **POUR UNE MÉTROPOLE PLUS COHÉSIVE  
ET DÉMOCRATIQUE**
- 12 | **POUR UN MODÈLE D'URBANISATION  
PLUS EFFICIENT**
- 14 | **POUR UNE MÉTROPOLE PLUS ACCUEILLANTE  
ET HOSPITALIÈRE**



## **QUELLE MÉTROPOLE POUR DEMAIN ?**

Assemblée relevant de la démocratie participative, le Conseil de développement (Codev) réunit de nombreux acteurs de la métropole toulousaine. Il constitue une interface entre Toulouse Métropole et la société civile locale. C'est un lieu d'expertise citoyenne et de débat sur les enjeux métropolitains. Créé en 2013, un an avant les élections municipales et métropolitaines de 2014, il boucle, pour la première fois, un mandat complet auprès de l'exécutif métropolitain.

À l'aube de la campagne pour les prochaines élections municipales, qui doivent également désigner les conseillers métropolitains, le Codev a initié, début 2019, un double travail :

- revisiter, en interne, l'ensemble de ses contributions et avis pour dégager – du point de vue de ses membres – les quelques enjeux prioritaires auxquels la Métropole toulousaine sera confrontée dans les prochaines années, et dont les élu-es qui sortiront des urnes en mars 2020 devront, de son point de vue, se saisir ;
- recueillir auprès d'habitant-es de la métropole, à la fois leur vision du territoire et les problèmes qu'ils rencontrent ou leurs attentes<sup>1</sup>.

Alors que le législateur a repoussé l'élection au suffrage universel direct des conseillers métropolitains par un scrutin distinct de celui des élections municipales, le Codev a souhaité, par ce travail, réintroduire les questions qui touchent à la métropole et à son devenir dans les débats des prochaines élections qui resteront, cette fois encore avant tout, municipales. Non seulement la Métropole assume la responsabilité des grands projets d'agglomération mais, en raison de ses compétences, elle organise également largement le quotidien des habitants des différents territoires qui la composent. C'est au moins à ce titre que les citoyen-nés doivent pouvoir avoir une idée de ce que les candidat-es, qui se présentent dans leur commune, ont à dire sur la métropole...

**Chiche!** Et si tous les candidats parlaient aussi dans leur campagne de leur vision et de leur projet pour la métropole.

---

1. Ce travail de terrain a donné lieu à une série de micros-trottoirs dans les communes de Balma, Blagnac, Colomiers, Cugnaux, Pibrac et Toulouse, sans volonté de disposer d'un panel représentatif, mais pour «prendre la température» de la société métropolitaine. Les micros-trottoirs sont disponibles sur notre site Internet : <https://codev-toulouse.org/toulouse-2020-2030-quels-enjeux->.



# POUR UNE MÉTROPOLE RÉGIONALE SOLIDAIRE ET COMPLÉMENTAIRE DE SES PÉRIPHÉRIES

## Ce que disent les habitant·es interviewé·es

Ils font le constat de « la grande transhumance de tous les travailleurs », se considèrent, quand ils sont « banlieusards », « largement démunis », n'ayant pas à leur disposition l'offre de mobilité des habitants du cœur de la métropole, remarquent « le manque de lien entre les collectivités » et soulignent « la nécessité d'une vraie politique globale ».

## Le constat

La métropole ne peut pas tout absorber, au risque de l'asphyxie. Elle ne peut, seule, ni assumer les coûts de la croissance ni en recueillir les fruits. Si les différents territoires qui composent la métropole doivent avoir l'esprit d'équipe, celle-ci a une responsabilité particulière pour éviter le découplage d'avec son « arrière-pays ».

Les 37 communes de la métropole appartiennent à une aire urbaine beaucoup plus vaste de plus d'un million d'habitants. C'est à cette échelle qu'il faut organiser un réseau de transport du quotidien pour faciliter les mobilités et à celle, plus vaste encore, de la plaque métropolitaine, qu'il faut organiser un maillage régional plus efficace pour assurer le désenclavement des territoires ruraux. La métropolisation diffuse au-delà du seul territoire de Toulouse Métropole, mais elle crée des inégalités : si l'habitat « s'étale », l'emploi reste concentré dans l'agglomération centrale.

## Une Métropole déjà au travail

- des coopérations avec les deux autres communautés d'agglomération du Sicoval et du Muretain ;
- une association du Dialogue métropolitain pour organiser la coopération avec les « villes à une heure » ;
- une expérimentation des contrats de réciprocité avec des territoires péri-métropolitains.



## Aller plus loin? Chiche!

> **L'enjeu**: partager une vision de la place et du rôle de la métropole dans le développement des territoires qui l'environnent, aussi bien sur les questions économiques, écologiques qu'urbanistiques. Cela suppose une coopération dynamique et durable entre les différents acteurs concernés: la Métropole, les communautés d'agglomération du Sicoval et du Muretain, les communautés de communes voisines, la région, les départements.

### > Les propositions du Codev

- 💡 **revigorer l'association du Dialogue métropolitain** pour renforcer les relations de coopération et de solidarité avec les agglomérations «à une heure»;
- 💡 **renforcer la coopération avec le Sicoval et le Muretain** (au point d'envisager, à terme, la fusion dans un seul EPCI?);
- 💡 **créer une autorité organisatrice des mobilités (AOM)** unique, à l'échelle de l'ensemble des bassins de vie drainés par la métropole, regroupant tous les opérateurs de mobilité, intégrant les usagers pour articuler les offres et unifier les tarifs;
- 💡 **rallumer «l'Étoile ferroviaire»** pour développer une politique des trains du quotidien, sans oublier d'organiser le premier et le dernier kilomètre (TC, covoiturage, auto-partage, modes actifs), ce qui pourrait permettre l'absorption de nombreux trajets pendulaires entre la périphérie et la ville;
- 💡 **créer un syndicat mixte**, comme le sont les pôles métropolitains, associant Région/Métropole/État, pour penser les complémentarités entre la Métropole et la Région afin d'œuvrer de concert au rééquilibrage du développement;
- 💡 **multiplier les contrats de réciprocité** avec les territoires ruraux, en renforçant leur portée et en veillant à ce qu'ils ne soient pas asymétriques dans les coopérations qu'ils instaurent.



# POUR UNE MÉTROPOLE RÉSILIENTE, CAPABLE DE S'ADAPTER À LA SURVENUE DE CRISES

## Ce que disent les habitant-es interviewé-es

«On parle d'effet de serre, de climat, mais on est incapables de prendre les décisions qui vont bien», il est «urgent d'agir sans tarder», il convient de «lier les transports à l'écologie, quitte à perdre un peu de confort», il faut «réapprendre à se déplacer (...) apprendre à marcher et à monter dans un bus», il y a «un gros travail pour changer les mentalités des personnes». Mais d'autres risques sont aussi avancés : «Toulouse est entièrement adossée à Airbus, ce qui la rend fragile.

## Le constat

- un réchauffement climatique – que nul ne saurait contester aujourd'hui – qui aboutit, entre autres effets, à des conditions de vie qui peuvent être dégradées, en particulier en période de canicule (îlots de chaleur) et fragiliser les personnes vulnérables. Malgré toutes les actions du projet Mobilités 2025-2030, le taux de GES, à l'horizon de son achèvement, est estimé à +9% par rapport au taux de GES d'aujourd'hui, dans une métropole qui doit faire face à une des plus fortes croissances démographiques ;
- en matière de capacité de la métropole à faire face aux risques, d'autres interrogations surgissent, en particulier sur sa résilience économique si Airbus connaissait «un trou d'air», voire davantage, en raison de la délocalisation d'une partie de ses activités ou de risques liés à la géopolitique mondiale, au renchérissement du pétrole ou à un «défaut technique» ;
- plus fondamentalement, se pose la question de la capacité de notre société à maintenir son train de vie dans un contexte de partage équitable des ressources.



## Une Métropole déjà au travail

- un grand nombre de documents prenant en compte la question environnementale, mais dont la lisibilité et la cohérence ne vont cependant pas de soi : PCAET métropolitain, Sraddet régional, SCoT, PPE en débat au niveau national... ;

- un engagement de la Métropole qui se traduit par des expérimentations, mais qui ne constitue pas encore une véritable politique environnementale d'envergure;
- des expérimentations en cours (ZFE), mais dont les principes et les effets font l'objet de questionnements.

## Aller plus loin ? Chiche !

### > Les propositions du Codev

- 💡 **instaurer des indicateurs**, lisibles et concertés avec l'ensemble des acteurs, accessibles à tous, permettant d'apprécier la situation environnementale de la métropole et de mesurer les effets tangibles des actions engagées;
- 💡 **freiner l'artificialisation des sols** et la compenser en créant des zones vertes et des espaces verts, déminéraliser les tissus denses existants pour diminuer les effets des îlots de chaleur urbains et respecter « pour de bon » les trames verte et bleue;
- 💡 **travailler à accroître la prise de conscience des habitants** sur l'importance des changements en cours et leurs impacts sur leur quotidien pour qu'ils se mobilisent;
- 💡 **diversifier l'économie**, en s'appuyant sur le pôle de compétences technologique et scientifique que constitue les écoles d'ingénieurs, centres de recherche et entreprises, mais aussi en s'appuyant sur l'artisanat et les entrepreneurs locaux pour développer une économie de la réparation et du recyclage;
- 💡 **développer l'autonomie alimentaire**, en réintroduisant dans les franges de la métropole, occupées largement par des cultures d'exportation, une agriculture vivrière et maraîchère qui pourrait alimenter les « circuits courts »;
- 💡 **renforcer les actions en faveur des transports en commun**, du train et des modes de déplacement plus doux (vélo, marche à pied), par exemple en organisant un véritable réseau de pistes cyclables sécurisées sur l'ensemble du territoire métropolitain, en favorisant l'usage de l'espace public par les modes alternatifs à la voiture individuelle, pas seulement dans l'hypercentre de la métropole, en développant aussi une politique « des temps » pour limiter les effets de pic de circulation, améliorer l'empreinte carbone de la métropole et la qualité de l'air;
- 💡 **mener l'analyse du « métabolisme » de la métropole** (caractériser les « flux » d'entrée et de sortie des matières, matériaux et ressources);
- 💡 **développer, à l'échelle de la métropole, une politique cohérente de traitement des déchets** – ménagers certes, mais provenant aussi des autres pourvoyeurs (industries, BTP, etc.).



# POUR UNE MÉTROPOLE PLUS COHÉSIVE ET DÉMOCRATIQUE

## Ce que disent les habitant-es interviewé-es

Les habitant-es interviewé-es ont exprimé de fortes réserves sur le fonctionnement de la Métropole : « Certains maires ne jouent pas le jeu », « il faut mettre les égos de côté », « l'impression que chacun prêche pour sa paroisse. » Ces réserves traduisent souvent une méconnaissance de l'institution métropolitaine (et plus généralement du millefeuille administratif), de son fonctionnement et de ses missions. Par ailleurs, les habitant-es ont aussi manifesté le souhait que leur voix soit entendue : « Nombre de citoyens ont l'impression que participer, ça ne sert plus à rien. »

## Le constat

- des conseiller-es métropolitain-es désormais chargé-es de compétences renforcées touchant à l'organisation du cadre de vie qui souffrent d'un déficit de légitimité démocratique en raison de leur mode de désignation (par « fléchage » sur les listes des candidat-es aux élections municipales);
- des instances de décision qui ne sont plus en correspondance avec la réalité des « territoires vécus », qu'elles soient communales (la vie de la plupart des habitant-es de la métropole ne se déploie plus à cette seule échelle), voire intercommunales (les 37 communes qui composent la métropole sont aujourd'hui membres d'une aire urbaine beaucoup plus vaste);
- des élections qui resteront municipales alors que, dans le même temps, le fonctionnement des instances métropolitaines est jugé peu lisible, lointain et souvent trop technocratique;
- une forte demande sociale de « proximité ».



## Une Métropole déjà au travail

- de nombreuses expérimentations de la démocratie participative à l'échelle locale, mais qui, cependant, ne répondent pas pleinement aux attentes d'une réelle concertation, voire à la demande de co-production de l'action publique. Mais une difficulté plus grande, à l'échelle intercommunale d'organiser, sur les grands enjeux qui intéressent l'ensemble de la métropole, des dispositifs de concertation impliquant tous ses habitant-es et usager-es;
- l'expérimentation des budgets participatifs, mais dans les seuls quartiers de la géographie prioritaire.



## Aller plus loin ? Chiche !

> **L'enjeu** : obtenir l'élection au suffrage universel direct — et distinct du scrutin municipal — des conseiller-es métropolitain-es, et déployer de nouveaux dispositifs de démocratie participative pour associer les habitant-es de la métropole au fonctionnement des instances métropolitaines et parvenir à ce qu'il devienne davantage « leur affaire ».

### > Les propositions du Codev

- 💡 obtenir des élu-es métropolitain-es qu'ils **informent régulièrement leur conseil municipal et leurs citoyen-n-es** sur les actions en cours et à venir de la Métropole;
- 💡 **généraliser la pratique des budgets participatifs** sur tous les territoires de la métropole;
- 💡 **mettre en place des conférences de consensus** sur les grands dossiers et enjeux d'envergure métropolitaine;
- 💡 donner aux acteurs de la société civile la possibilité et les moyens **d'expérimenter des dispositifs de participation** qui pourraient, par la suite, être généralisés après évaluation;
- 💡 **organiser un grand débat public** sur le projet métropolitain pendant la campagne électorale.

# POUR UN MODÈLE D'URBANISATION PLUS EFFICIENT

## Ce que disent les habitant·es interviewé·es

«C'est une guerre des tranchées sur certains secteurs», «on est en train de construire des cages à poules, des verrues.»

## Le constat

S'il faut limiter «l'étalement» urbain, il faut accompagner la densification, car l'urbanisme doit permettre la construction d'un cadre de vie de qualité, «désirable». La densification est pour le moment plutôt subie, alors qu'elle pourrait s'accompagner d'une augmentation de l'offre en services, en équipements, en espaces publics et en transports en commun.

La disparité entre la qualité du projet urbain du centre historique de Toulouse et celle des autres quartiers et territoires de la métropole (faubourgs, cœurs de quartiers, centres des communes de «périphérie») semble s'accroître, ainsi que la dissymétrie des moyens financiers engagés. Cette tendance est souvent assimilée au risque de gentrification de quartiers autrefois populaires et au déplacement de populations modestes.

## Une Métropole déjà au travail

Élaboration d'un PLUi-H.





## Aller plus loin ? Chiche !

### > Les propositions du Codev

- 💡 **rechercher une meilleure adéquation entre le projet urbain et le plan de déplacements urbains (PDU) métropolitain**, afin que les nouveaux territoires d'urbanisation, éloignés du centre-ville, soient à la fois plus densifiés et mieux desservis;
- 💡 **travailler à une meilleure maîtrise publique de l'aménagement** sur l'ensemble du territoire de la métropole afin de lui donner des orientations réfléchies avec les populations concernées;
- 💡 réfléchir à des modèles d'habitat susceptibles de **dépasser l'opposition binaire maison individuelle/logement collectif** et de répondre aux attentes sociales (appropriation/personnalisation, respect de l'intimité, tranquillité sociale, jardin ou « pièce du dehors »);
- 💡 **instaurer une qualité architecturale** des formes urbaines résistant aux « effets de mode » et permettant de repenser la « périurbanisation »;
- 💡 **rédiger un plan guide urbain** à l'échelle de la métropole.

# POUR UNE MÉTROPOLE PLUS ACCUEILLANTE ET HOSPITALIÈRE

## Ce que disent les habitant-es interviewé-es

Certains quartiers perdent en mixité sociale et se gentrifient: «Avant, et c'est ce qui faisait sa richesse, c'est que Toulouse était une ville qui mixait toutes les classes sociales.» Mais, les communes pavillonnaires de la périphérie sont également loin d'être accessibles à tous, malgré les efforts pour diversifier l'offre. À cela, s'ajoutent des inégalités territoriales d'offres de services et d'accès aux équipements et à certaines opportunités, notamment en matière d'emploi: «La priorité du futur? Réduire les inégalités sociales grâce à l'emploi», «aujourd'hui, j'ai envie de tout, sauf de faire un long trajet pour aller dans un immense hôpital.» Ils se préoccupent aussi de l'accueil des demandeurs d'asile et des migrants, qu'ils considèrent comme étant un enjeu majeur pour la métropole. Ils évoquent aussi leur sentiment de vivre dans des quartiers-dortoirs, qui manquent de vie et de lien social: «Les gens ne se rencontrent pas et tissent entre eux des relations superficielles.»

## Le constat

- la métropole poursuit sa croissance, avec une attractivité accrue, y compris pour les migrants, demandeurs d'asile et pour les personnes et ménages en situation de fragilité qui espèrent trouver là un emploi et de meilleures conditions d'existence;
- une densification et un renchérissement de l'habitat s'accompagnent d'une plus forte spécialisation sociale des territoires: au sein de la commune centre, mais aussi du fait du départ vers des périphéries de plus en plus lointaines des ménages les plus modestes. Au final, un bassin de vie dont la géographie sociale s'apparente de plus en plus à une peau de léopard, les ménages se regroupant toujours plus selon leurs caractéristiques propres et affinités;
- le périmètre administratif et politique de la métropole reste en décalage avec la réalité des phénomènes sociaux à prendre en compte.



## Une Métropole déjà au travail

- des avancées en matière de politiques sociales et de régulation de l'habitat: engagement des communes pour produire du logement social, conférence intercommunale du logement, dont les effets se feront sentir à long terme, mais qui pour le moment ne parviennent pas à infléchir les processus de «tri social» qui organisent la composition sociale du territoire métropolitain et son bassin de vie;
- une politique de la ville portée par la Métropole et associant plusieurs communes, mais qui cependant continue à être principalement gérée à l'échelle des communes concernées;
- des initiatives prises par la ville de Toulouse qui donnent à l'extérieur une image d'hospitalité en direction des plus fragiles (programme Logement d'abord...), mais qui restent discrètes et ne sont pas partagées par l'ensemble des membres de la Métropole.



## Aller plus loin? Chiche!

### > Les propositions du Codev

- 💡 **construire de vraies politiques de solidarité** active partagées et assumées par l'ensemble des communes de la Métropole;
- 💡 **clarifier les rôles respectifs** du Département et de la Métropole en matière de politiques sociales sur le territoire métropolitain pour une meilleure coopération et efficacité des actions;
- 💡 **réviser les partenariats en matière de politique d'hospitalité et d'intégration** entre l'État, la Métropole et les acteurs associatifs hérités d'une histoire institutionnelle longue pour faire davantage de place à la Métropole dans leur définition et leur conduite.



**Conseil de développement**  
TOULOUSE MÉTROPOLE



Arche Marengo B323  
1, allée Jacques Chaban-Delmas  
31500 Toulouse  
Tél. : 05 31 22 92 13

[codev-toulouse.org](http://codev-toulouse.org)